



Comment la reconstruction est devenue la nouvelle arme d'Israël pour opérer un « transfert silencieux » à Gaza

Description

Des experts avertissent que la promesse de reconstruction transforme le droit au logement en un outil de chantage politique et de changement démographique présumé.



Attaque israélienne contre un poste de police, ville de Gaza, le 31 janvier 2026 image : activistills
photographe : Yousef Zaanoun

Par Mohammad Mansour, le 8 février 2026.

Lors du Forum Économique mondial à Davos, en Suisse, le mois dernier, Jared Kushner, héritier milliardaire de l'immobilier et gendre du président américain Donald Trump, a présenté sa vision d'une « Nouvelle Gaza » : des gratte-ciels étincelants, du tourisme en bord de mer et un corridor logistique reliant une enclave militarisée au monde.

Mais à 3 000 km de là, sur les terres bombardées et poussiéreuses de la bande de Gaza, pas une seule brique n'a été posée, car la réalité angoissante du territoire palestinien se mesure désormais non pas en nouveaux bâtiments mais en tonnes de débris. En prévision, 61 millions de tonnes.

Après qu'un fragile « cessez-le-feu » a été conclu entre Israël et le Hamas en octobre, les frappes aériennes israéliennes ont peut-être diminué, mais les tueries ne se sont pas

arrivées, signalant une nouvelle guerre plus silencieuse.

Entre-temps, rien n'est clair concernant l'entrée éventuelle de ciment et de barres d'acier et matériaux de construction essentiels dont Israël a bloqué l'entrée.

Selon les Nations unies, 92 % de Gaza a été détruite au cours de la guerre génocidaire qu'Israël mène depuis plus de deux ans, et le coût de sa reconstruction est estimé à 70 milliards de dollars.

Pourtant, des analystes et des urbanistes ont averti que la reconstruction de Gaza n'est pas conçue pour restaurer la vie palestinienne mais pour la « ré-organiser » en transformant le droit humain fondamental au logement en un outil de chantage politique et de changement démographique primum.

« La reconstruction n'est pas le « lendemain » de la guerre ; c'est la continuation de la guerre par des moyens bureaucratiques et économiques », a déclaré Al Jazeera Ihab Jabareen, chercheur spécialisé dans les affaires israéliennes.

Le « robinet à ciment »

Jabareen soutient que pour l'appareil sécuritaire israélien, la reconstruction est la monnaie d'échange ultime, permettant à Israël de passer d'une stratégie d'occupation militaire directe à une stratégie de « souveraineté par le flux ».

« Celui qui possède l'oxygène de Gaza est le robinet à ciment qui possède sa forme politique et sécuritaire », a-t-il dit, ajoutant qu'Israël vise à créer un système unique de « contrôle sans responsabilité » dans lequel il détient un droit de veto sur la façon dont la vie quotidienne à Gaza est menée, sans les obligations légales d'un occupant.

Ce système repose sur la transformation de l'entrée potentielle de matériaux de construction et d'aide en une décision politique à travers ce que Jabareen appelle trois niveaux de chantage :

- **Chantage sécuritaire** : lier le flux de matériaux à une « surveillance à long terme », créant une dépendance permanente dans laquelle Gaza est reconstruite à une taille qui peut être facilement « désactivée » à tout moment.
- **Chantage politique** : utiliser la reconstruction pour déterminer qui gouverne. « Celui qui distribue le ciment, distribue la légitimité », a déclaré Jabareen, suggérant qu'Israël n'autorisera la reconstruction que sous une administration mandataire « technocratique » qui correspond à ses besoins sécuritaires.
- **Chantage de pacification** : transformer l'espoir d'une survie intellectuelle en un toit au-dessus de sa tête en une « récompense » pour le silence, plutôt qu'un droit.

Le « Plan Phoenix »

Avant même que ces batailles politiques puissent être menées, Gaza reste littéralement ensevelie sous les décombres de deux ans de bombardements israéliens. Un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) publié en novembre dresse un tableau sombre : les débris générés par la guerre créent un « obstacle sans précédent » qui pourrait prendre sept ans à déblayer et ce, uniquement dans des « conditions idéales ».

« Gaza est l'un des endroits les plus dévastés de la planète », indique le rapport.

Face à cette réalité, des experts palestiniens ont rejeté les modalités de reconstruction descendant proposées à Davos. Abdel Rahman Kitana, professeur d'architecture à l'université de Birzeit en Cisjordanie occupée, a évoqué le « **Plan Phoenix** », un cadre développé par l'Union des municipalités de la bande de Gaza, comme une alternative locale viable.

« La reconstruction ne consiste pas seulement à restaurer ce qui a été détruit. Il s'agit de remodeler la vie », a déclaré Kitana à *Al Jazeera Arabic*, mettant en garde contre des solutions déconnectées pour Gaza. Il a plutôt plaidé pour une « approche intégrée » enracinée dans le Plan Phoenix, dans lequel les décombres ne sont pas traités comme des déchets mais comme une ressource qui pourrait être recyclée pour la réoccupation de terres.

Kitana a insisté sur le fait que tout plan aussi pour la reconstruction de Gaza doit partir de la base. « Nous ne pouvons pas réussir sans les gens eux-mêmes. [?] Ils connaissent leurs besoins et leurs rêves », a-t-il dit, avertissant qu'ignorer les acteurs locaux conduira à un « environnement fragile et aliénant ».

La règle du « double usage » dans Israël

Cependant, tant le calendrier de reconstruction sur sept ans de l'ONU que le « Plan Phoenix » se heurtent à un obstacle critique : la liste des articles à « double usage » dans Israël.

Historiquement, Israël a interdit des articles tels que les engrais et les tuyaux en acier sous prétexte qu'ils pourraient être utilisés à des fins militaires. Aujourd'hui, cette liste est élargie pour inclure des articles plus essentiels, notamment des bouteilles d'oxygène, des médicaments contre le cancer et des filtres à eau.

Jabareen affirme que le blocus n'est plus un prétexte pour la sécurité mais une « philosophie de gouvernance ».

« Israël a transformé l'excuse du « double usage » en un mécanisme de retard indéfini », a-t-il déclaré.

En exigeant une approbation projet par projet pour chaque sac de ciment, Israël s'assure que la reconstruction reste un « projet » perpétuel qui maintient les pays et agences donateurs épuisés et l'administration palestinienne dans « un état de mendicité constante », a dit Jabareen.

« Ingénierie démographique silencieuse »

Alors qu'Israël bloque les matériaux essentiels sur le terrain, l'administration Trump crée une « fantaisie politique » à l'étranger, disent les experts. Le Conseil de la paix pour Gaza, promu par Trump, promet une augmentation de 10 milliards de dollars du produit intérieur brut de Gaza et une « Nouvelle Rafah » avec 100 000 unités de logement.

Jabareen considère ces plans, qui incluent des « propriétés en bord de mer » et des « zones industrielles », comme une forme d'« ingénierie démographique silencieuse ».

« Ils tentent de faire passer la cause palestinienne d'une question de droits nationaux à un problème immobilier », a-t-il déclaré. L'objectif, selon lui, est de concevoir une Gaza qui soit « économiquement utile » à la région mais « nationalement vide ».

En se concentrant sur les « investissements » et le « tourisme » tout en ignorant les décombres et les fosses communes, le plan cherche à « légitimer une fantaisie politique », a dit Jabareen. « Si vous ne pouvez pas déplacer le Palestinien par la force, vous déplacez son identité de chez-lui en réingénieriant son espace. »

Alors, qui finira par construire cette « Nouvelle Gaza » ? Jabareen a mis en garde contre une « privatisation de l'occupation », même si les entreprises israéliennes n'entrent pas directement à Gaza.

« La reconstruction est une chaîne de profits indirects », a-t-il noté, ajoutant que la logistique de l'inspection, les sociétés de sécurité gérant les points de passage et les compagnies d'assurance couvrant les risques généreront tous des revenus pour des entreprises israéliennes ou alliées.

Les contrats de reconstruction eux-mêmes deviennent un filtre politique. « Cela crée un « marché de l'obsolescence » international », a déclaré Jabareen. « Le donateur qui s'oppose est exclu, et l'entrepreneur qui pose des questions sur la souveraineté est remplacé. »

« Transfert silencieux »

Jabareen a déclaré que l'aspect le plus dangereux d'une telle politique est « l'armement du temps lui-même ».

Les évaluations de l'ONU indiquant que l'enlèvement des débris seul pourrait durer jusqu'en 2032 et qu'une reconstruction complète de Gaza s'étendrait jusqu'en 2040, « l'attente » devient une politique de déplacement.

« Le temps décompose les sociétés », a dit Jabareen.

Il a déclaré qu'Israël parie sur une « migration rationnelle » après avoir vécu pendant des années sous des tentes, les Palestiniens partiront, non pas parce qu'ils y ont

À t'À© forc'À©s par des chars, mais parce qu'À© ils ont À© t'À© À© puis'À©s par les craintes concernant leur avenir.

À « La longue attente n'À© est pas condamn'À©e par la communaut'À© internationale. Isra'À©l r'À©alise que les bombardements suscitent la condamnation, mais les retards bureaucratiques n'À© apportent que le silence À », a d'À©clar'À© Jabareen. À « Si les avions de chasse n'À© ont pas r'À©ussi À les d'À©placer, l'À© attente pourrait y parvenir. À »

Traduction pour l'À© Agence M'À©dia Palestine : L.D

source : [Al Jazeera](#)

date cr'À©'À©e
2026/02/09